

MANIFESTATION A Sion, la Fête du travail a été marquée par les discours de Ruth Dreifuss et de Pierre-Yves Maillard.

Trois orateurs pour le 1^{er} mai

JEAN-YVES GABBUD

«Nous avons le plus beau 1^{er} mai de Suisse», s'est réjoui hier Mathias Reynard à l'occasion de la manifestation du 1er mai qui s'est tenu hier en fin d'après-midi à Sion. Trois orateurs se sont succédé au micro.

L'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss, le conseiller d'Etat vaudois Pierre-Yves Maillard et Mathias Reynard ont tous trois défendu l'initiative sur le salaire minimum. Des billets de 4000 francs ont même été distribués à l'assistance, dans laquelle se trouvaient la conseillère d'Etat Esther Weeber-Kalbermatten, mais aussi le président des Verts Jean-Pascal Fournier.

«Rien n'a jamais été offert aux ouvriers»

Le conseiller national et président de l'Union syndicale valaisanne Mathias Reynard a rappelé que «rien n'a jamais été offert dans ce pays» au monde ouvrier et aux petites gens, «tout a été fruit de luttes». Les conventions collectives auxquelles se réfère le monde patronal aujourd'hui ont été conquises à l'époque malgré l'opposition des patrons, a-t-il déclaré. «Tout se joue dans le rapport de force.»

L'orateur saviésan estime que «le tabou des salaires ne profite qu'aux puissants», avant de rappeler que les premiers candidats socialistes valaisans au Conseil national, c'était en



Les socialistes Ruth Dreifuss et Pierre-Yves Maillard ont fait l'apologie d'un autre modèle économique, éloigné du néo libéralisme. SABINE PAPILLOU

1919, militaient déjà pour l'instauration d'un salaire minimum.

Le temps de l'inégalité

«Il est revenu le temps de l'inégalité», a lancé Ruth Dreifuss, «non pas parce que l'égalité avait été conquise, mais parce qu'il y avait un consensus sur la nécessité de la réduire, un consensus qui n'existe plus aujourd'hui.»

Selon l'ancienne ministre, «c'est l'inégalité qui crée la crise et qui freine le progrès.» Elle a fustigé ceux qui propagent des idées voulant que les femmes obtiennent des salaires moins élevés que les hommes parce qu'elles manquent d'ambition. «L'inégalité n'est pas une loi naturelle», a-t-elle lancé, tout en appelant à accepter l'initiative sur le salaire minimal qui permettrait, selon elle, de faire un

pas important en direction de l'égalité homme-femme.

Ruth Dreifuss estime encore que l'initiative elle-même a déjà permis d'accomplir des progrès. «Des entreprises sont venues au salaire minimum pour nous enlever du vent dans les voiles.»

Egalité planétaire

«Le monde ouvrier est en mouvement sur toute la planète», a indi-



Mathias Reynard prêt à offrir des billets de 4000 francs. SABINE PAPILLOU

qué de son côté Pierre-Yves Maillard, évoquant des grèves en Chine et des mouvements sociaux dans plusieurs pays du sud. Le socialiste vaudois estime qu'il n'est plus possible d'avoir un monde dans lequel des ouvriers obtenant des salaires de misère produisent des biens achetés à crédit par des privilégiés. Il ne voit pas comment il serait possible que les Chinois continuent de s'échiner à travailler pour des Américains qui ne paient pas.

Un autre modèle économique est possible, estime le conseiller d'Etat. Il donne en exemple son canton de Vaud qui, depuis 10 ans, s'est éloigné des recettes néo-libérales, a refusé les baisses d'impôts et a maintenu une politique sociale de bon niveau. Conséquences? «Le canton de Vaud a remboursé 9 milliards de

dette et son économie est prospère.»

Le risque fasciste

Pierre-Yves Maillard a évoqué l'éclatement de la première guerre mondiale qui a commencé à ensanglanter la planète voici un siècle. Selon lui, ce conflit, qui a éclaté après l'assassinat de Jean Jaurès, était «tourné contre le monde ouvrier».

Le socialiste vaudois craint que le monde s'avance sur un sentier tout aussi dangereux que celui qu'il a emprunté il y a 100 ans. «La montée des fascismes et de l'extrême-droite fait progresser le fanatisme et les haines». Pierre-Yves Maillard exhorte donc le monde ouvrier à être solidaire et à lutter pour le progrès social. «On fait reculer le fanatisme par le combat social.»

RSV Nouveau départ d'un chirurgien

L'hémorragie se poursuit à l'Hôpital du Valais. Le Dr Daniel Bertin, médecin-chef en chirurgie à l'hôpital de Martigny, a quitté le RSV pour l'hôpital de Nyon. ● JYG

GRUPE MUTUEL Un nouveau patron

Paul Rabaglia est le nouveau directeur général de l'assureur maladie valaisan Groupe Mutuel depuis le 1er avril. Le Valaisan succède à Daniel Overney qui est parti à la retraite. Agé de bientôt 47 ans, Paul Rabaglia est entré au service du Groupe Mutuel en 1996, après une activité dans le secteur bancaire, a indiqué jeudi l'assureur dans un communiqué. Le Valaisan en est le directeur adjoint depuis le 1er juin 2012. Basé à Martigny, le Groupe Mutuel emploie 1950 collaborateurs et compte 1,4 million d'assurés. Son chiffre d'affaires, pour la seule assurance de base, s'élève à 3,5 milliards de francs. ● ATS

BCV L'UDC fâchée

Les membres de l'UDC Valais se sentent exclus par la BCV. Lors de l'élection des administrateurs de la BCV, le Conseil d'Etat n'a pas tenu compte de la force politique de l'UDC, nommant Pascal Intermitte de Naters, un PDC. «En constante progression depuis sa création, l'UDC représente aujourd'hui un cinquième de l'électorat valaisan. Pour autant, elle ne dispose toujours d'aucun représentant dans les conseils d'administration des entreprises paraétatiques qui comptent. Et le Conseil d'Etat, dernier bastion de la majorité PDC, vient de rater une occasion supplémentaire de corriger cette anomalie. Pour succéder à un administrateur PDC de la BCV, il a nommé un... PDC. Pourtant, plusieurs candidats UDC étaient en lice. Avec des profils divers, mais des compétences avérées, ceux-ci venaient tant du Valais romand que du Haut-Valais. Ils offraient ainsi au Conseil d'Etat toute liberté, y compris de garantir au Haut-Valais le siège occupé par l'administrateur qu'il s'agit de remplacer, argue le communiqué de l'UDC Valais romand. «Combien de temps encore l'UDC devra-t-elle donc attendre avant de trouver, au sein des entités paraétatiques, la place que les électeurs lui ont donnée au Parlement et au Gouvernement?», s'interrogent les deux co-présidents de l'UDC du Valais romand, Jérôme Desmeules et Cyrille Fauchère. ● C

ÉCONOMIE Deuxième assemblée annuelle de SwissRespect.

«L'argent va fuir la Suisse»

PIERRE MAYORAZ

Deux ans que l'association SwissRespect lutte pour la défense des intérêts économiques de la Suisse. Hier, lors de son assemblée générale tenue à Genève, elle a tiré un bilan positif de son action en 2013 tout en se gardant d'un optimisme démesuré à la vue de l'important travail qu'il reste à faire pour que notre pays conserve sa compétitivité, partant sa prospérité.

Une voix qui porte

Le Parlement helvétique a refusé d'entrer en matière sur la nouvelle convention de double imposition avec la France pourtant déjà signée par la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf. «La voix de SwissRespect a été entendue», se réjouit Jean-Daniel Balet, membre fondateur de l'association et membre de la direction de la banque Landolt & Cie SA. L'ambassadeur de France en Suisse a par ailleurs pris contact avec SwissRespect à ce sujet, preuve de l'importance grandissante de la jeune association dont les juristes spécialisés ont rédigé une proposition acceptable pour les deux parties qu'elle a transmise à l'ensemble des parlementaires fédéraux.



JEAN-DANIEL BALET MEMBRE FONDATEUR

«La voix de SwissRespect a été entendue à Berne.»

En plus de la lutte contre cette convention destinée, selon elle, «à plumer 180 000 Suisses qui vivent en France», SwissRespect s'engage sur le front des accords passés avec les Etats-Unis en matière bancaire, accords qui renversent le fardeau de la preuve obligeant les banques à prouver qu'elles n'ont rien commis d'illécite aux yeux de la loi américaine et les transformant de facto en gendarmes du fisc US.

SwissRespect se félicite de l'accueil reçu par ses différents messages aux pouvoirs politiques en ce qui concerne les nouvelles réglementations bancaires dont on a retardé l'introduction pour s'offrir un temps de réflexion supplémentaire.

L'association a aussi marqué des points en dehors des cercles financiers ne se battant pour la réciprocité en matière d'importation de vins. Son action a aidé

à faire revenir l'Administration fédérale de douanes sur sa décision première.

Encore relativement modeste par le nombre des adhérents, SwissRespect jouit cependant d'une notoriété grandissante dans les plus hauts cercles de l'Etat. Une section tessinoise a vu le jour en 2013 et la Suisse alémanique ne tardera pas à suivre. L'association dispose d'un nouveau site internet qui retrace son action passée et annonce ses projets.

Des craintes pour l'avenir

Ces succès de 2013 ne grisent pas SwissRespect qui annonce un avenir difficile pour la Suisse si le pouvoir politique continue à penser réélection avant bien commun. «Aujourd'hui, l'information à la population a complètement changé avec les réseaux sociaux. Tout devient rapide, facile, «last minute» et peu coûteux,

mais aussi futile. L'émotion prend le pas sur la raison. Des initiatives suscitent la controverse au sein même des partis qui n'ont plus aucun contrôle sur leurs adhérents et finissent par créer des problèmes insolubles pour quelques fractions de pour-cent qui séparent les gagnants des perdants», déplore Jean-Daniel Balet qui assure que cette nouvelle donne affecte la sécurité du droit et fera fuir d'une Suisse devenue imprévisible les entreprises et les affaires avec les recettes directes et indirectes qu'elles procurent. Le mouvement a d'ailleurs déjà commencé.

SwissRespect souhaite le retour à une gouvernance qui suscite à nouveau la confiance du citoyen envers ses autorités qui doivent redevenir des élites jouissant d'une légitimité naturelle. «En fait, le Parlement a pris trop d'importance depuis qu'il choisit les conseillers fédéraux en fonction de critères parfois obscurs pour ne pas dire basement politiques. Cette manière de faire qui a brisé la formule magique génère de l'insécurité au sein du gouvernement et ne lui permet plus d'agir dans la sérénité en visant le bien à long terme de la majorité des citoyens», conclut Jean-Daniel Balet. ● PIERRE MAYORAZ

En savoir plus, www.swissrespect.ch